

# MANIFESTATION SAMEDI 14 JUIN 2008



**Non à une école privée de moyens,  
instrument de contrôle social.  
Pour le retrait de « Bases élèves »,  
le fichage des enfants**

Le ministère de l'Éducation Nationale est en train de mettre en place une base de données « Base Élèves 1<sup>er</sup> Degré » qui concerne les 6,5 millions d'enfants en âge d'être scolarisés et leurs proches. Elle représente de graves atteintes aux libertés individuelles, comporte plus de 60 champs d'informations dont beaucoup sont confidentielles, certaines relevant du secret médical comme les suivis particuliers, les situations de handicaps. Ces informations sont conservées pour la plupart sur la durée de la scolarité de l'enfant, soit 15 ans.

Jusqu'à présent les informations sur les enfants restaient dans les écoles, certaines n'étaient pas consignées par respect pour l'enfant. Avec **Base Élèves** elles sont nominatives jusqu'à l'Inspection Académique (niveau départemental de l'Éducation Nationale) avec un identifiant national.

Depuis 2004, **Base Élèves** se met en place sans débat public ni parlementaire, et au mépris de l'obligation d'informer les parents. Le ministère prétend par ailleurs que ceux-ci n'ont pas le droit de s'y opposer. Des menaces de sanctions pèsent lourdement sur les directeurs et directrices d'écoles qui refusent ce fichage

**Moins  
d'éducation...**

Base Élèves est une sorte de **casier scolaire qui suit l'enfant, l'enferme dans ses difficultés passées**. Or, une des missions fondamentales de l'école est d'assurer la réussite de tous les élèves et de leur permettre de développer leur personnalité. Base élèves s'avère être un outil de plus au service d'une soi-disant rentabilité économique, une accumulation comptable de données sur les élèves, en opposition à une pédagogie visant la motivation; l'épanouissement, l'émancipation, le respect des rythmes individuels, l'autonomie, la coopération. Il faut développer les moyens de l'éducation nationale pour être à la hauteur de ces objectifs plutôt que de faire des économies en supprimant des postes de fonctionnaires et justifier ensuite fichage, contrôle, répression.

**... plus de  
répression**

La loi dite « Loi relative à la prévention de la délinquance » du 5 mars 2007 introduit la notion de secret professionnel partagé entre les écoles, les maires, la police, la justice et les services sociaux. Base Élèves n'est pas un dispositif isolé. Tout un arsenal répressif se met en place, accompagné de nombreuses bases de données : SCONET, la « base-élève » du second degré ; le FNAEG, fichage ADN pour les suspects de tout délit ; ARDOISE, qui enregistre des informations sur toute personne entendue dans le cadre d'une enquête ; le fichier ÉLOI pour les étrangers en situation irrégulière, etc...

Ces fichages compromettent gravement les libertés individuelles et collectives ; portent atteinte aux droits fondamentaux de respect des différences, de libre circulation des individus ; stigmatisent les personnes selon leur condition sociale ou leurs origines ; instituent la répression comme réponse aux problèmes socio-économiques ; visent à instrumentaliser les professionnels du social, du médical, de l'enseignement (ainsi que toute profession amenée à détenir des informations sur des publics quels qu'ils soient) à des fins de contrôle des populations, rompant la confiance avec les citoyens indispensable dans ces professions.

**Nous appelons donc à une manifestation,  
le samedi 14 juin à 14 h place Grenette à Grenoble,  
pour obtenir le retrait de Base élèves et de SCONET.**

Contactez le CIRBE (Collectif Isérois pour le Retrait de Base Élèves)  
en envoyant un mél à [baseeleves@gmail.com](mailto:baseeleves@gmail.com)  
Consultez notre blog : <http://baseeleves38.wordpress.com>

Les organisations de l'Isère : le CIRBE et les syndicats de l'éducation SNUIPP et FSU, le PAS, SUD Éducation, la SDEN CGT, le SNEP, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH), l'Association Démocratie Écologie et Solidarité (ADES), le Centre d'Information Inter Peuples (CIIP), le Collectif Unitaire Anti-Délation (CUAD), le Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), la Confédération Syndicale des Familles (CSF), Ras l'Front, ATTAC, les Alternatifs, les Verts, la LCR, le PCF, le PS, CMA250.